



USAID & AMAZONIE

par Antoine Bachelin Sena.

Sommaire:

- Introduction historique des organisations et des personnes clés.
- L'opinion publique est de plus en plus consciente de l'ingérence internationale contre le développement brésilien.
- Des études financées par l'USAID contre les infrastructures brésiliennes.
- L'USAID nourrissant le poulpe des ONGs et le ministère de l'Environnement ou le ministère des ONGs.
- L'appareil du "*Projet Démocratie*" a été très actif pour influencer des parlementaires sélectionnés afin de suivre le programme de l'hégémonie économique de Washington.
- «*ABIN*» ou Agence Brésilienne de Renseignements révèle que l'USAID a configuré une interférence externe dans la région et facilité la biopiraterie.
- Conclusion avec l'urgence de mettre à l'ordre du jour le "Projet de Loi PL 1659 de 2024" du Député Fédéral Filipe Barros pour augmenter la transparence et le contrôle sur les ONG opérant au Brésil avec un financement extérieur.
- Lien vers le livre «*Amazonie politique : délimitation des terres et ONG globalistes*» et présentation de l'auteur Antoine Bachelin Sena.

Introduction historique des organisations et des personnes clés.

Nous pouvons commencer lorsque plusieurs organisations brésiliennes, incluant des mouvements indigénistes et écologistes, se sont unies pour former l'"Instituto Socioambiental" (ISA). Cette entité a hérité des archives et de l'expertise du "Centro Ecumênico de Documentação e Informação" (CEDI) et du "Centro de Direitos Indígenas" (NDI).

L'activisme indigéniste et séparatiste au Brésil a commencé à prendre forme en 1965 avec la création du "Centro de Informação de Missões Ecumênicas" (CEI), qui a évolué en 1974 sous la direction de Anivaldo "Niva" Padilha vers le "Centro Ecumênico de Documentação e Informação" (CEDI).

Padilha, soutenu par le "Conselho de Igrejas", a transformé le CEDI en un centre de convergence pour diverses tendances religieuses et théologiques, y compris la "Théologie de la Libération" et l'existentialisme, propices à organiser des mouvements insurrectionnels.

Le CEDI a joué un rôle clé en soutenant des figures comme Leonardo Boff et d'autres dans le dialogue marxiste-chrétien, qui a par la suite influencé les mouvements guérilleros en Amérique centrale.

L'un des principaux noms de l'"Instituto Socioambiental" (ISA), Márcio Santilli, philosophe de formation, a joué un rôle crucial dans la formation de l'institut. Santilli, ayant servi comme député fédéral à São Paulo et ayant présidé la Commission de l'Indien à la Chambre des députés, s'est ensuite engagé dans la coordination des efforts indigénistes à l'Assemblée nationale constituante de 1987-1988 avant de prendre la direction de la "FUNAI, la Fondation nationale de l'Indien".

Les liens internationaux de Santilli et de l'"ISA" incluent également l'"Organisation internationale du cacao (ICCO)", une organisation intergouvernementale établie en 1973 sous les auspices des Nations Unies avec un apport d'environ 1 million de dollars américains et la Fondation Packard (108 000 dollars américains).

L'ISA a également été influencée par des figures internationalement reconnues dans les domaines de l'environnement et des droits indigènes.

Par exemple, Barbara Bramble de la "National Wildlife Federation" (NWF), l'une des plus grandes ONG américaines, a joué le rôle de "directrice exécutive" lors de la réunion d'Altamira, influençant à la fois la politique environnementale américaine et internationale, notamment en ce qui concerne le financement de projets étrangers par la banque fédérale américaine.

Stephen Schwartzman du "Environmental Defense Fund" (EDF) est une autre figure notable reliant l'ISA à des acteurs internationaux.

Il a contribué à faire pression sur la "Banque interaméricaine de développement" pour suspendre les prêts pour certains projets brésiliens, notamment la route BR-364.

Schwartzman, avec ses connexions avec l'INESC et d'autres groupes environnementaux américains, a également été un activiste pour bloquer des projets d'infrastructure brésilienne comme "Polonoroeste" et "Carajás".

Ainsi, l'ISA, sous la direction de personnalités comme Santilli, n'a pas seulement servi d'instrumentaliste pour l'appareil environnementaliste et indigéniste au Brésil, mais a également tissé un réseau international d'influence, reliant les politiques brésiliennes aux dynamiques environnementales globales.

L'Amazonie est un sujet d'étude et d'action pour plusieurs figures influentes en anthropologie, environnement et développement durable :

- Jason Clay a commencé son engagement en Amazonie en tant qu'étudiant en études supérieures en 1972, se concentrant sur les ligues rurales. Après avoir obtenu un doctorat à Cornell et étudié à la "London School of Economics", il a travaillé pour "Cultural Survival", où il a triplé le nombre d'associés et quadruplé les contributions.

Clay a défendu le nationalisme ethnique dans le but de fragmenter et d'affaiblir l'État-nation et a été actif à la réunion d'Altamira, influençant les politiques environnementales et les droits indigènes.

- Willem Pieter Groeneweld, fondateur de l'"Instituto de Pré-História, Antropologia e Ecologia" à Porto Velho, Rondônia, avec le soutien de l'ONG suédoise "Amis de la Terre". Il a travaillé comme consultant pour des entreprises minières tout en étant soutenu par la "CIDA" pour la conférence "Rio-92".

Ses activités comprenaient de servir comme agent d'influence à Acre et de collaborer avec l'ambassade canadienne.

- Anthony "Tony" Cross, représentant de "Oxfam" au Brésil, a été instrumental en transformant des figures comme Chico Mendes en célébrités internationales pour la cause environnementale.

Il a également introduit Mary Helena Allegretti dans des cercles écologiques internationaux, influençant les politiques environnementales brésiliennes.

"Oxfam", sous la direction de Cross, a été lié à des mouvements séparatistes au Mexique et au Sri Lanka, reflétant un engagement dans les luttes sociopolitiques.

Son influence s'étend au-delà des frontières brésiliennes, affectant la politique internationale et les perceptions mondiales sur la gestion de l'Amazonie.

- Carlos Alberto "Beto" Ricardo, anthropologue avec une vaste expérience dans les ONG, cofondateur du "CEDI" et impliqué dans diverses organisations environnementales et indigènes, a reçu le "Prix Goldman de l'Environnement" pour son travail.
- José Carlos Libânio, également anthropologue, a servi comme conseiller pour plusieurs organisations, incluant le PNUD pour le développement durable.

- En octobre 2002, Jecinaldo Barbosa Cabral, coordinateur de la "COIAB," a participé à une conférence à Londres, soutenu par des organisations comme "Survival International" et "Amnesty International," pour discuter de l'implication des communautés indigènes dans les politiques de conservation.

La "COIAB" est étroitement liée à la "Washington Amazon Alliance," une coalition d'influents ONG environnementales et indigénistes.

Les discussions et événements existants révèlent une stratégie géopolitique internationale visant à influencer la politique agraire brésilienne.

L'opinion publique est de plus en plus consciente de l'ingérence internationale contre le développement brésilien.

Les activités de ces personnes et d'autres ONGs montrent une tendance à intervenir dans les affaires indigènes et environnementales au Brésil avec le soutien de financements internationaux.

Ces interventions ont souvent été critiquées pour leur influence sur les politiques intérieures du Brésil, qui entrent en conflit avec des intérêts nationaux ou locaux, comme l'exploitation des terres ou la gestion des ressources naturelles.

L'opinion publique brésilienne est de plus en plus consciente de l'ingérence internationale et des questions de sécurité interne liées au développement de l'infrastructure au bénéfice des citoyens brésiliens.

Il y a de la frustration et une critique forte envers ces ONG et les figures associées pour plusieurs raisons : l'exploitation des terres indigènes, l'influence de l'aide étrangère et la gestion des droits indigènes. Par exemple, une critique pointe du doigt la négligence des communautés indigènes, suggérant une politique indigène inefficace ou biaisée.

Une autre critique souligne que les peuples indigènes sont plus intéressés par des services de base comme l'eau potable et l'électricité plutôt que d'acquérir plus de terres, peut-être reflétant un mécontentement quant à la manière dont les politiques indigènes sont mises en œuvre et instrumentalisées par les ONG et les intérêts internationaux.

Au Brésil, seulement 6% des eaux usées reçoivent un traitement et 40% de la population n'a pas accès à l'eau traitée ! Les Indiens sont isolés par décret exécutif, sans accès à l'électricité ou aux égouts, sans possibilité de développement, tandis que les ONGs et les financements internationaux prolifèrent...

Une étude présentée en 2004 par la coordination des études supérieures et de la recherche en ingénierie de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro (COPPE-UFRJ) a révélé que 68% des cas de maladies dans le réseau hospitalier public étaient causés par de l'eau contaminée, avec un coût mensuel de 250 millions de réais juste pour traiter ces cas.

Malgré l'expansion de la compréhension de ce sujet, le mouvement environnementaliste-indigéniste a atteint ce qui pourrait être le summum de son influence dans le pays brésilien.

Le mouvement est devenu une partie importante de la structure du pouvoir, interférant directement dans les politiques publiques et les activités des secteurs productifs les plus divers, agissant, comme nous le verrons, comme un obstacle à ces activités !

Aujourd'hui, les estimations indiquent qu'il y a environ 850.000 ONG actives dans le pays, recevant plus de 18 milliards de réais par an en subventions fédérales.

Ce qui est le plus préoccupant dans ce contexte, c'est que le gouvernement fédéral n'a pas de registre fiable des véritables services rendus par ces organisations, où elles opèrent réellement et comment elles opèrent.

Des études financées par l'USAID contre les projets d'infrastructure brésilienne.

La thèse centrale du document pseudoscientifique "Avança Brasil : Les coûts environnementaux pour l'Amazonie" a été préparée pour rendre difficile la construction de routes et d'autres infrastructures dans la région du Cerrado-Amazonie qui faisait partie du programme "Avança" :

- La route Cuiabá-Santarém (BR-163),
- la section de la Transamazonienne entre Marabá et Rurópolis (BR-230),
- la route Humaitá-Manaus (BR-319)
- et la route Manaus-Boa Vista (BR-174).

En extrapolant linéairement les données recueillies, principalement au croisement de la route Belém-Brasília, ses auteurs concluent que ces routes entraîneraient le déboisement de 188.000 kilomètres carrés dans les 25 à 35 prochaines années, en considérant une bande de 50 kilomètres le long des 3.600 kilomètres de ces bords de routes.

En d'autres termes, si on considère toute la longueur des routes et des pistes latérales plus larges, le déboisement de la "zone de forêt inflammable", comme les auteurs la décrivent, serait beaucoup plus important.

Ce qui est explicite dans le document, c'est que les routes Belém-Brasília, Cuiabá-Porto Velho et PA-150, à la base de leurs recherches, n'auraient jamais dû être construites à cause de la "destruction" qu'elles ont causée et pourraient intensifier.

Et pour eux, leur rôle décisif dans le développement, l'intégration et l'occupation territoriale, qui pourrait être bien plus grand avec l'asphaltage, importe peu.

Pour eux, la Belém-Brasília devrait encore être appelée "Caminho do Tio Sam", comme elle l'était à l'époque de sa construction.

Il est important de noter que les études ont été sponsorisées par la "Fondation Tinker" des États-Unis, la "Fondation Avina" de Suisse et l'"Agence américaine pour le développement international (USAID)".

En mai 2003, le gouvernement Lula a annoncé son intention de financer une partie des projets dans le "Plan Pluriannuel (PPA) 2004-2007" pour le développement et d'attirer le secteur privé avec le programme de Partenariat Public-Privé (PPP).

À la même occasion, les représentants du secteur agricole et des industries de la Zone Franche de Manaus ont décidé de défendre la concession de la route BR-163 et de financer ce qui était nécessaire pour son asphaltage entre la frontière de Mato Grosso et Pará et la municipalité de Miritituba (PA).

Le partenariat a permis d'ouvrir une nouvelle voie pour les produits de la Zone Franche de Manaus et les flux de production du secteur agricole de la région à travers le port de Santarém.

À cet événement, le Gouverneur de Mato Grosso, Blairo Maggi, a informé que la proposition recevrait le soutien du Président Luiz Inácio Lula da Silva et du Ministre de l'Intégration Nationale, Ciro Gomes, et que le BNDES avait montré de l'intérêt pour financer les travaux selon le CCNPRESS, "Consórcio BR-163 suit le modèle de PPP avec le soutien du gouvernement fédéral".

Quelques jours plus tard, un réseau d'ONGs dirigé par "Amis de la Terre" a lancé un portail en ligne appelé "signal rouge", listant une série d'actions présentant un "haut risque d'impact social et environnemental sur les communautés locales". L'objectif évident de cette initiative était d'intimider, de faire pression et d'empêcher le progrès.

Par exemple, l'asphaltage de la BR 163 a été décrit comme un élément qui "pourrait générer un nouveau cycle d'expansion incontrôlée de la frontière économique dans une zone clé de l'Amazonie, causant l'exploitation forestière, le déboisement, les incendies, l'exode rural, l'urbanisation et des politiques environnementales problématiques !"

Sérieusement, juste pour asphalter !

Une des manières d'empêcher le développement du Nord du Brésil est d'agir contre son infrastructure de transport.

L'institution s'appelle "Solidarity Center".

Ici, nous voyons un syndicat des États-Unis, financé par des fonds du gouvernement américain, ainsi que la CUT, s'opposer au projet de la voie navigable du Tocantins.

Ils ont la voie navigable du Mississippi et

agissent ici contre la voie navigable brésilienne. Et ils ont encore l'audace de dire que

FINANCIALS

10

Solidarity Center

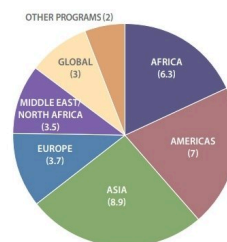
YEARS ENDED DECEMBER 31, 2018, AND 2017

SUPPORT AND REVENUE	2018	2017
Federal awards	\$31,870,749	\$31,215,180
In-kind contributions for federal awards	1,191,037	958,390
Other contributions (unions, foundations, institutional donors, individuals)	1,387,153	1,186,213
Other revenues*	(22,582)	484,017
Total support and revenue	\$34,426,357	\$33,843,800

* Reflects net appreciation (depreciation) in fair value of investments.

Special thanks to major donors Amalgamated Bank, International Union of Bricklayers and Allied Craftworkers, Office and Professional Employees International Union and United Steelworkers, and to Solidarity Center staff for their generous donations over the last year.

FY 2018 REGIONAL SPENDING (\$ in millions)



SOLIDARITY CENTER • 2018-19 ANNUAL REPORT

c'est une revendication des "Peuples de l'Amazonie". Une autre atteinte à la souveraineté du pays.

^ Funding



More than 96 percent of its funding comes from the United States federal government, mostly through U.S. Aid for International Development ([USAID](#)) and the [National Endowment for Democracy](#).^[5] The NED distributes grants to four institutes, two associated with economic interests and two with political interests. The Solidary Center is associated with labor.

The Solidarity Center receives funding from private foundations as well.^[6]

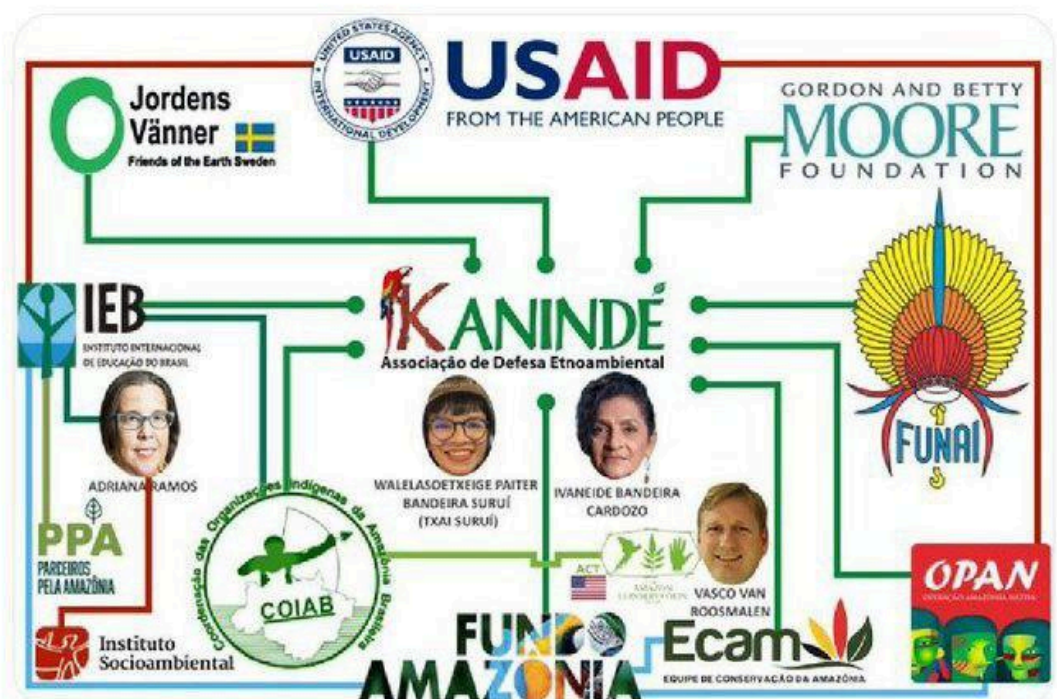


Organizado pela CUT Nacional, CUT Pará e Fetagri Pará, com o apoio do Solidary Center, o instituto de cooperação da AFL-CIO, entidade sindical dos Estados Unidos, o Encontro reuniu durante três dias dezenas de lideranças da chamada Amazônia Tocantina.

L'USAID nourrit la pieuvre des ONGs

et le ministère de l'Environnement ou ministère des ONGs.

Fundo Amazônia = USAID



- Le Fonds pour l'Amazonie est un fonds international qui finance des projets de conservation et d'utilisation durable de l'Amazonie brésilienne.
- USAID (United States Agency for International Development) : Agence gouvernementale des États-Unis.
- Jordens Vänner (Friends of the Earth Sweden) : Organisation environnementale suédoise qui travaille à promouvoir la justice environnementale et sociale.

Sa participation au Fonds pour l'Amazonie indique son soutien financier ou technique pour des initiatives de conservation.

- Gordon and Betty Moore Foundation : Fondation philanthropique des États-Unis qui finance des projets en science, conservation environnementale et amélioration de la qualité de vie.
- Kanindé : Association de Défense Ethnoenvironnementale, axée sur la défense des droits des peuples indigènes et la conservation environnementale. Elle reçoit un soutien financier du Fonds pour l'Amazonie pour ses activités.
- IEB (Instituto Internacional de Educação do Brasil) : Organisation qui travaille dans les domaines de l'éducation, du développement durable et de la conservation environnementale. Elle reçoit des fonds du Fonds pour l'Amazonie pour ses projets.
- FUNAI (Fundação Nacional do Índio) : Organe gouvernemental brésilien responsable de la protection et de la promotion des droits des peuples indigènes. Il participe au Fonds pour l'Amazonie pour soutenir des initiatives qui bénéficient aux communautés indigènes.
- COIAB (Coordenação das Organizações Indígenas da Amazônia Brasileira) : Entité qui représente les peuples indigènes de l'Amazonie brésilienne, travaillant pour la défense de leurs droits et intérêts. Elle reçoit un soutien du Fonds pour l'Amazonie.

- Instituto Socioambiental : Organisation non gouvernementale qui travaille sur la conservation environnementale et les droits des peuples indigènes et des communautés traditionnelles. Elle reçoit un financement du Fonds pour l'Amazonie.
- OPAN (Operação Amazônia Nativa) : Organisation qui travaille sur la protection des droits des peuples indigènes et la conservation environnementale en Amazonie. Elle participe au Fonds pour l'Amazonie.
- Vasco van Roosmalen Ecamin : Entreprise ou organisation impliquée dans des projets de conservation en Amazonie, financée par le Fonds pour l'Amazonie.

Dans son témoignage devant la Commission Parlementaire d'Enquête (CPI) du Sénat Fédéral sur les ONGs, le journaliste Lorenzo Carrasco, coordinateur éditorial du livre "Mafia Verte : L'Environnementalisme au Service du Gouvernement Mondial", a alerté sur la croissance de l'influence acquise par les organisations non gouvernementales, particulièrement dans la définition des politiques qui devraient être formulées et mises en œuvre par l'État national brésilien !

À cette occasion, il a déclaré : "Il faut noter que les principales sources de financement des ONGs de l'appareil environnementaliste et indigéniste sont des dons de ces

corporations multinationales et des familles oligarchiques fondées par des familles oligarchiques de l'hémisphère Nord (Ford, Rockefeller, MacArthur, W. Alton Jones, etc.), ainsi que des organes officiels de financement des principaux pays du G-7. Parmi les derniers, on distingue l'USAID (États-Unis), DFID (Angleterre), ACDI (Canada), entre autres."

Par conséquent, il n'est pas surprenant que "l'agenda" de l'appareil environnementaliste-indigéniste soit éclairé par ces centres de pouvoir hégémonique, et non par les intérêts authentiques de l'action nationale brésilienne.

Ce fait est même reconnu par des leaders de l'appareil environnementaliste brésilien, comme l'ancien président de "l'Ibama", Eduardo Martins, qui a également été directeur du "WWF" au Brésil.

Dans un rapport publié par le magazine "Veja", il admet : "Environ 85% des ressources que les ONGs maintiennent au Brésil proviennent de l'étranger.

Avec l'argent, vient aussi l'ordre du jour des priorités définies pour chaque pays.

Cela crée des problèmes.

Le biais environnementaliste des ONGs devient un slogan à la mode, qui a déjà eu des symboles comme l'éléphant et maintenant une sorte d'arbre de la famille des mogno.

Imaginez un groupe d'écologistes européens se réunissant et annonçant via des ONGs que désormais le nouveau symbole de la lutte pour la préservation forestière est le 'Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (MST)' qui envahit et brûle des plantations et des cultures. Le lendemain, ils oublient les forêts et n'en parlent plus jamais."

Le même magazine a confirmé la grande dépendance extérieure des ONGs brésiliennes, soulignant que 80% des 700 millions de dollars qu'ils recevaient annuellement provenaient de dons étrangers et, par conséquent, avec des demandes géopolitiques et géostratégiques de l'étranger !

Même en raison de la difficulté de tracer ces flux d'argent (et du manque de contrôle volontaire pour le blanchiment d'argent), on peut considérer que ce volume de ressources s'est multiplié dans la même proportion que la volonté des sponsors du mouvement environnementaliste-indigéniste, avec l'objectif de stériliser les efforts de développement du pays cible.

Cette dépendance des ressources extérieures a même contaminé des organes officiels, comme le Ministère de l'Environnement et l'Amazonie Légale.

Selon des rapports de "l'Institut d'Études Socioéconomiques (INESC)", une ONG à Brasília liée à l'appareil environnementaliste international et spécialisée dans les relations avec le Congrès, plus de 60% du budget provient de dons, dépassant 520 millions de réais.

Il ne peut pas être une simple coïncidence que la même somme soit allouée dans le budget, selon l'avertissement du ministère, sous la rubrique "autres agents de tiers ou corporatifs."

Ainsi, il n'est pas surprenant que le ministère ait rapidement employé les services de nombreuses ONGs pour préparer des études et des évaluations qui, en général, concluent que plusieurs projets d'infrastructure dans le pays sont "non viables sur le plan environnemental."

Le ministère est devenu simplement un canal officiel pour les fonds alloués depuis l'étranger aux ONGs liées à l'appareil environnementaliste international !

Ainsi, il n'est pas surprenant que le radicalisme croissant avec lequel ces entités ont commencé à aborder leurs responsabilités commence à fonctionner, dans la pratique, comme un obstacle officiel à toute entreprise cherchant à ouvrir de nouvelles zones de développement.

À cette occasion, Carrasco a suggéré un contrôle plus strict de l'appareil des ONGs, en particulier des environnementalistes.

Il dit : "la collecte et l'enregistrement des fonds gérés par les ONGs et même par certains organes officiels sont essentiels pour l'encadrement institutionnel des activités des entités impliquées dans l'environnement, de sorte que les distorsions qui les ont caractérisées puissent être contournées."

Comme prévu, cette interférence s'est amplifiée au fil des années, surtout avec l'arrivée du gouvernement Lula.

Bien qu'il y ait des ONGs qui réalisent des activités d'intérêt public réel, il est nécessaire de reconnaître que les structures de "gouvernance mondiale" sont engagées à intégrer le Brésil dans leurs plans hégémoniques et utilisent ces ONGs pour contrôler les politiques publiques dans des secteurs stratégiques clés.

Parmi ceux-ci, les politiques environnementales, les politiques indigènes, les droits humains, l'éducation, les questions liées à la réforme sociale et les politiques de sécurité sociale, les zones agraires et même certaines zones de sécurité publique, sous le couvert du soi-disant "sécurité civile", où la clé est la campagne insidieuse pour le désarmement civil.

Le problème le plus grave est que des corps sans aucune représentation obtiennent un pouvoir politique effectif à travers un système sophistiqué de pressions internationales, qui ont une résonance effective parmi les principaux médias du pays, avec des liens financiers proches de l'appareil environnementaliste-indigéniste et d'autres cercles internationaux.

Dans ce colonialisme moderne, les incursions d'entreprises autorisées par la métropole sont remplacées par des "actions directes" des ONGs et des campagnes de propagande bien coordonnées impliquant des cercles politiques et des manipulations de l'opinion publique nationale et étrangère.

Dans ce scénario, les ONGs ont été transformées en unités agiles et bien financées d'activisme politique radical. L'avancée des ONGs est allée jusqu'à prendre le contrôle de certains ministères et dépendances gouvernementales.

Le cas le plus scandaleux est celui du Ministère de l'Environnement, maintenant connu sous le nom de "Ministère des ONGs", non seulement à cause des liens étroits de la propre ministre Marina Silva avec le mouvement environnemental global, mais aussi parce que ce dernier a fourni des militants de haut niveau pour occuper dix des postes les plus importants de cet organe fédéral.

- En plus de Marina Silva elle-même et de son chef de cabinet, Bruno Pagnoccheschi de "l'Instituto Sociedade, População e Natureza (ISPN)", on trouve :

- Flávio Montiel da Rocha, directeur de la protection du département environnemental de "l'IBAMA", qui fut coordinateur de l'unité politique du "Greenpeace" et consultant pour le "Fonds Mondial pour la Nature (WWF-Brasil)."

- João Paulo Capobianco, Secrétaire de la Biodiversité et des Forêts, a été directeur exécutif de la "Fondation SOS Mata Atlântica", ainsi que fondateur et coordinateur du conseil de l'"Instituto Socioambiental (ISA)."

- Marcelo Marquesini, coordinateur de la surveillance environnementale à "l'IBAMA", a travaillé pendant six ans au "Greenpeace."

- Marijane Vieira Lisboa, Secrétaire de la Qualité Environnementale, a également un long passé de travail avec le "Greenpeace", où elle a travaillé, entre autres postes, pendant 10 ans comme secrétaire exécutive et coordinatrice de la campagne "Pour un Brésil Libre de Biotechnologie".

Elle a récemment été remplacée par Ruy de Góes, ancien coordinateur de la campagne du "Greenpeace" contre le programme nucléaire brésilien.

- Tasso Rezende de Azevedo, directeur de programme de la Secrétaire de la Biodiversité et des Forêts, a été secrétaire exécutif de "l'Institut pour la Biodiversité et les Forêts (IMAFLOA)."
- Muriel Saragoussi, directeur du "Conseil National de l'Environnement (Conama)", vient de la "Fundaç o Vit ria Amaz nica (FVA)".

Font également partie de postes clés :

- Atanagildo Fonseca du "Conseil National des Seringueiros"   la Secrétariat de Coordination de l'Amazonie ;
- Bren Milikan du "Forum des ONGs de Rondônia" ;
- Le Secrétaire du Développement Durable et ancien député fédéral Gilney Viana, parrainé par des ONGs. Le mari de ce Secrétaire du Développement Durable, F bio Vaz de Lima, est l'ancien secrétaire du puissant "Groupe de Travail Amazonien (GTA)", un conglomérat de 200 ONGs actives en Amazonie.

Le nom de Vaz est apparu dans la presse en relation avec un scandale impliquant la vente de mogno (un bois de couleur brun rougeâtre), saisi par l'IBAMA puis "revendu" à la "Fédération Fédérale d'Assistance Sociale et Éducative (FASE)".

Malgré cela, il reste membre du "Groupe de Travail Amazonien (GTA)" et reçoit son salaire sans interférence.

Dans la politique indigène, les ONGs dominent, par exemple, la fourniture de services aux Indiens, légalement sous la tutelle de l'Union.

Les ONGs dominent, par exemple, la fourniture de services aux Indiens, une population sous tutelle de l'Union. Les ONGs et les organisations indigènes ont été chargées de la santé et de l'assainissement dans les tribus.

Elles achètent des médicaments, des matériaux, du carburant et même des véhicules pour l'exécution de programmes d'amélioration sanitaire et de santé indigène.

Des centaines de millions ont été transférés à 56 organisations :

- Pour le "Conseil Indigéniste de Roraima (CIR)", ce furent 6,7 millions de réais ;
- Pour la "Fédération des Organisations Indigènes du Rio Negro", 6,35 millions de réais ;
- La "Société Évangélique Caiuá" a reçu 7,2 millions de réais.

Jusqu'à récemment, avant que le Ministère de la Santé ne reprenne le contrôle de l'achat de médicaments, de carburant et d'équipements via les "Fonds Nationaux de Santé (Funasa)", ces fonctions étaient utilisées par des ONGs indigènes liées à des secteurs de la théologie de la libération et au Conseil Mondial des Églises, selon "O Globo" !

Selon les données du "Système Intégré d'Administration Financière (SIAFI)", des coopératives d'habitants sans terre ont reçu des fonds de "l'Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire (INCRA)" pour développer des projets de réforme agraire.

- Pour la "Coopérative Centrale de Réforme Agraire du Paraná", cela s'élevait à 836 600 réais.

L'appareil du "Projet Démocratie" a été très actif pour influencer des parlementaires sélectionnés afin de suivre le programme d'hégémonie économique de Washington.

Les journalistes Silvia Palacios et Lorenzo Carrasco ont révélé cette ingérence et le projet a été dénoncé à la tribune du Congrès par le député fédéral Luiz Alfredo Salomão (PDT-RJ).

De son côté, l'"IAF" a envoyé des ressources financières à plusieurs ONGs opérant au Brésil. La manœuvre a été découverte lorsque la Banque centrale du Brésil a envoyé des informations sur les transactions.

Parmi les ONGs citées comme bénéficiaires de fonds du gouvernement américain, on trouve "WWF-Brasil" (478.000 R\$), "Viva Rio" (458.000 R\$) et "Réseau d'information pour le tiers secteur" (399.000 R\$).

D'autres dons effectués par l'"IAF" sont distribués de la manière suivante :

"Instituto Socioambiental (ISA)" : 143.864 \$;

"Association brésilienne d'organisations non gouvernementales (ABONG)" : 119.500 \$;

"Conseil pour les projets d'agriculture alternative (AS-PTA)" : 196.200 \$;

"Fédération des organes pour l'assistance sociale et éducative (FASE)" : 538.350 \$;

"Institut d'études socioéconomiques (INESC)" : 112.012 \$;

"Institut d'études de la religion (ISER)" : 192.064 \$;

"Institut brésilien d'analyse économique et sociale" : 220.500 \$;

"Institut Centre de Vie (ICV)" : 297.568 \$;

"Fondation O Boticário pour la protection de la nature (FBPN)" : 550.000 \$;

"Viva Rio" : 314.200 \$.

Les ONGs fonctionnent comme des services de renseignement.

Un nombre croissant de gouvernements à travers le monde a exprimé publiquement ses préoccupations quant au manque de contrôle sur les ONGs dans leurs pays.

Les services de renseignement étrangers utilisent les ONGs pour collecter des informations et promouvoir les intérêts du noyau des forces hégémoniques de Washington à travers le globe.

L'absence de législation et de mécanismes efficaces de contrôle étatique crée un terrain fertile pour des opérations de renseignement sous le couvert de l'aide humanitaire et d'autres activités.

L'"ABIN" ou Agence brésilienne de renseignement révèle que l'"USAID" a configuré une interférence extérieure dans la région et facilité la biopiraterie.

L'"ABIN" rapporte que l'"USAID" est responsable de la sous-traitance d'actions d'ONGs de grande envergure, comme l'"Instituto Socioambiental (ISA)", le "World Wide Fund for Nature (WWF)" et l'"Institut de l'Homme et de l'Environnement de l'Amazonie (Imazon)".

Les documents de l'Agence brésilienne de renseignement envoyés à la CPI des ONGs et consultés indiquent qu'un consortium financé par l'agence gouvernementale américaine "USAID" pourrait configurer une tentative d'interférence extérieure dans la région et faciliter même la biopiraterie.

La commission a ouvert un nouveau front d'investigation. Certaines actions impliquent le monitoring par satellite des routes, des communautés traditionnelles et des typologies forestières.

La Commission parlementaire d'enquête (CPI) qui examine l'action des ONGs en Amazonie a ouvert un nouveau front d'investigation pointant vers des risques d'espionnage, de

biopiraterie et de manipulation des communautés traditionnelles dans la région la plus convoitée de la planète. Les documents remis par l'Agence brésilienne de renseignement (ABIN) au collège montrent comment les organisations du secteur tertiaire répondent à des intérêts extérieurs et, parfois, en conflit avec ceux du gouvernement brésilien.

Dans un ensemble de rapports atteignant 490 pages, l'ABIN cite le financement international comme étant le moteur de l'action de ces ONGs et pointe vers des "tentatives d'interférence extérieure" dans la région la plus convoitée de la planète.

L'Agence brésilienne de renseignement mentionne l'USAID, l'agence du gouvernement des États-Unis pour l'assistance humanitaire et économique à d'autres pays, comme l'une des principales sources de financement de ces activités.

D'autres sources de financements internationaux sont également listées, comme des fondations privées étrangères.

Dans l'un des paragraphes, le document indique que "ces organisations non gouvernementales cherchent à influencer les organisations indigènes et les peuples traditionnels dans un sens contraire à la construction d'œuvres d'infrastructure projetées par le gouvernement brésilien".

Selon l'évaluation de l'ABIN, cela résulterait en des difficultés imposées aux projets d'infrastructure, ainsi qu'en une tension des relations entre ces communautés et les agents gouvernementaux brésiliens.

La construction de centrales hydroélectriques dans la région amazonienne est mentionnée comme l'un des points sensibles par le rapport.

L'ABIN indique que, après l'expropriation de zones de la Terre Indigène Raposa Serra do Sol, il y a eu une action déterminante des ONGs pour encourager des familles à s'installer sur les rives de la rivière Contigo - pour, à l'avenir, justifier l'existence de communautés et ainsi bloquer le début de la construction de l'Hydroélectrique de Contigo.

Selon les documents de l'ABIN, cette action s'est transformée en "un modèle qui est devenu routine dans la région amazonienne chaque fois qu'une infrastructure est envisagée".

L'intelligence brésilienne souligne que, parfois, des actions pertinentes pour les communautés locales et pour la préservation de l'environnement sont perçues de la part des ONGs en partenariat avec le pouvoir public.

Mais l'ABIN note cependant que "restent des implications d'ordre politique, étant donné que le positionnement de ces organisations - matérialisé en campagnes médiatiques - entre souvent en conflit avec des projets d'infrastructure dans la région".

Le document mentionne la centrale hydroélectrique de Belo Monte à Altamira, au Pará, qui a fait face à une forte opposition de segments de la société civile internationale.

Des manifestations avec la mobilisation d'ONGs transnationales ont marqué la construction de Belo Monte et du complexe hydroélectrique de Tapajós.

"Ils ont formé un 'pacte de forces' pour le lancement d'une mobilisation mondiale pour les droits des Indiens et contre la construction de l'UHE (Usine Hydroélectrique) Belo Monte et d'autres UHEs dans des zones indigènes et incluent :

- revendications et manifestations auprès d'organismes internationaux multilatéraux ;
- visites à des ONGs européennes ;
- réunions et rencontres avec des leaders indigènes nationaux et internationaux ;
- pétitions, films et vidéos", poursuit le document de l'ABIN.

Ingérence et biopiraterie.

Un autre point souligné par le renseignement concerne la vente de crédits carbone.

Le document de l'ABIN parle encore d'une "tentative d'interférence extérieure dans l'élaboration de plans de gestion et l'articulation d'organisations financées par l'USAID avec le gouvernement de l'État et avec certaines leaders indigènes en vue de la possibilité de vendre des crédits carbone".

Le rapport indique également que certaines ONGs vendent des forfaits sous couvert de tourisme pour faciliter l'entrée et l'activité de chercheurs étrangers en Amazonie.

L'une des ONGs mentionnées est l'Association Amazonienne qui opère dans la communauté rurale de Xixuaú, à Roraima, et reçoit le soutien d'entités italiennes et britanniques.

Selon l'ABIN, cette action entraîne un "risque d'accès non autorisé au patrimoine génétique" brésilien.

Les documents condensés dans ce rapport ont été produits entre 2002 et 2023.

L'ABIN agit avec pour mission d'anticiper les faits et situations qui pourraient avoir un impact sur la sécurité de la société et de l'État brésilien.

Étant donné que l'agence n'a pas de pouvoir de police, les rapports produits sont à la disposition du gouvernement pour qu'il y soit donné suite et que des actions ultérieures soient définies.

"Nous ouvrons une boîte noire", déclare le président de la CPI des ONGs Selon le sénateur Plínio Valério (PSDB-AM), président de la CPI des ONGs au Sénat, les rapports de l'ABIN renforcent une ligne d'investigation que le collège cherchait à suivre, celle de montrer qui finance les organisations opérant en Amazonie.

"Ce que dit l'ABIN, et que nous montrons, c'est qu'en plus de dire que ces ONGs ont des relations internationales, elles sont financées par de grands fonds internationaux.

C'est ce que nous voulons : ouvrir la boîte noire et montrer au Brésil à quel point ces ONGs environnementalistes sont nuisibles et font du mal au Brésil.

Elles acceptent de l'argent de gouvernements étrangers pour influencer la politique environnementale du Brésil, et nous sommes à cette étape maintenant, ayant les noms des ONGs et de ceux qui les financent", réfléchit le sénateur.

Plínio Valério souligne que l'équipe utilise les rapports de l'ABIN, mais il note que beaucoup des informations contiennent des données confidentielles - et, par conséquent, même la commission n'a pas accès total aux noms et localisations.

"Il y a certaines données confidentielles et des noms qu'ils omettent. Mais nous les utilisons à ce moment pour élaborer des questions et définir des actions", détaille-t-il.

État parallèle.

Le financement international des ONGs opérant en Amazonie a même été mentionné par l'ancien ministre de la Défense, Aldo Rebelo, lors d'une audience de la CPI en juillet de cette année.

À l'époque, Rebelo a mentionné l'existence d'un "État parallèle" en Amazonie.

Bien qu'il ne fasse pas partie de la CPI des ONGs, à la fin du mois d'octobre, le député Alexandre Ramagem (PL-RJ) a demandé à la Commission mixte de contrôle des activités de renseignement du Congrès que l'ABIN fournisse tous les rapports produits par l'agence sur l'action des ONGs au cours des dix dernières années.

Ramagem a dirigé l'ABIN pendant le mandat de Jair Bolsonaro.

Dans sa requête, le député a évoqué "les problèmes rencontrés par le secteur tertiaire" dans le pays, qui, selon lui, "dans la plupart des cas sont liés à des personnes de mauvaise foi qui créent des ONGs pour faciliter la réception de ressources (publiques et privées), mais qui ne travaillent pas dans le domaine promis".

En plus du consortium incluant l'ISA, parmi les ONGs les plus actives en Amazonie, l'ABIN cite :

- L'Équipe de Conservation de l'Amazonie (Ecam),
- World Wide Foundation (WWF-Brasil),
- Le programme Amazonie de The Nature Conservancy (TNC),
- Conservation International (CI),
- L'Institut de Recherche et de Formation en Éducation Indigène (Iepé),
- La Fondation Rainforest,
- Le Conseil Indigéniste Missionnaire (CIMI),
- La Mission Nouvelles Tribus du Brésil (MNTB),
- L'Association des Peuples Indigènes Waipi du Triangle de l'Amapari (Apiwata),
- Le Conseil des Villages Wajapi (Apina),
- L'Association des Peuples Indigènes du Tumucumaque (Apitu),
- L'Association des Peuples Indigènes d'Oiapoque (Apio),
- Le Réseau de Travail Amazonien (GTA).

Ces ONGs agissent de manière autonome, conjointe ou par le biais de partenariats avec des organismes publics liés aux questions environnementales et indigènes au Brésil.

SUR LA LISTE DE L'ABIN

Principaux financeurs des ONGs dans la région de l'Amazonie:

- Fondations privées étrangères :

- Blue Moon Foundation ;
- Green Grant Fund ;
- Charles Stewart Mott Foundation ;
- Bill and Melinda Gates Foundation ;
- Gordon and Betty Moore Foundation ;
- Clinton Global Initiative.

- Fondations liées à des corporations :

- Boticário ;
- Coca-Cola,
- Ford ;
- Itaú ;
- HSBC ;
- Natura ;
- Nokia ;
- Panasonic ;
- Pfizer ;
- Rockefeller ;

- Shell ;
- Walmart.
- Agences étatiques de développement international :
 - États-Unis (USAID) ;
 - Allemagne (GTZ) ;
 - Japon (JICA).
- Organisations internationales :
 - ONU ;
 - Banque mondiale ;
 - Union européenne.
- Ambassades :
 - Royaume-Uni,
 - Norvège,
 - Suède,
 - Pays-Bas,
 - Suisse,
 - Allemagne

(Source : Rapport de renseignement n° 0391/82260/ABIN/GSIPR/15 oct. 2012)

Projet de Loi (PL 1659 de 2024) du Député Fédéral Filipe Barros pour augmenter la transparence et le contrôle sur les ONGs opérant au Brésil avec un financement extérieur.

Le Député Fédéral Filipe Barros du Paraná a présenté un projet de loi (PL 1659/2024) visant à restreindre les activités des organisations non gouvernementales (ONGs) au Brésil, notamment celles qui reçoivent un financement étranger.

Objectif du Projet : Le principal objectif est d'accroître la transparence et le contrôle sur les ONGs opérant au Brésil avec un financement extérieur.

Le projet vise à limiter l'ingérence étrangère dans les politiques internes du pays, en s'assurant que les ONGs opèrent en conformité avec les intérêts nationaux.

Principales Dispositions :

- **Transparence Financière :** Les ONGs recevant des fonds de sources étrangères doivent faire un rapport semestriel sur les fonds reçus, en précisant leur origine et leur utilisation. Ces informations doivent être publiées sur Internet.

- **Registre National :** Le projet propose la création d'un Cadastre National des Organisations Non Gouvernementales (CNO), administré par le Ministère de la Justice, où toutes les ONGs recevant des fonds étrangers doivent s'inscrire.
- **Restrictions au Financement Étranger :** Il y a une intention claire de limiter ou de contrôler plus strictement le financement étranger pour les ONGs, en s'assurant qu'il n'y ait pas d'interférence indue dans les affaires internes du Brésil.

Justification et Contexte :

Filipe Barros argue que cette mesure est nécessaire pour garantir la souveraineté nationale, en s'assurant que toutes les actions des ONGs à l'intérieur du pays soient transparentes et alignées sur les intérêts brésiliens.

Il mentionne des préoccupations concernant l'influence des organisations internationales, particulièrement dans des domaines sensibles comme la politique et l'environnement.

Procédures Législatives :

Le projet est encore en cours d'examen à la Chambre des Députés, sujet à la révision par la Commission de la Constitution, de la Justice et de la Citoyenneté (CCJ).

Ce projet reflète une tendance accrue de contrôle sur les organisations non gouvernementales en tant que sauvegarde de la souveraineté nationale.

Depuis 2001, lorsque le Sénat Fédéral brésilien a établi la Commission Parlementaire d'Enquête sur les ONGs, des moyens ont été étudiés pour établir un contrôle sur les ressources financières reçues par les ONGs, et le sujet a reçu une attention particulière.

La presse a alerté le public avec des rapports détaillés sur le manque de contrôle dans le secteur des ONGs. Dans l'un d'eux, publié dans le journal "O Globo" le 3 mai 2004, intitulé "Le Pouvoir des ONGs dans le Gouvernement", la journaliste Catia Seabra expose les ressources substantielles accumulées par le secteur des ONGs.

Le Sénat a déjà approuvé en 2004, un substitut du Sénateur César Borges (PFL-BA), qui a modifié un texte original du Sénateur Ivofarildo Cavalcanti (PPS-RR), définissant cette structure institutionnelle.

La proposition exige que les ONGs rapportent leurs ressources annuellement dans un registre public.

En effet, la question du transfert d'argent public aux ONGs a soulevé des préoccupations dans les cercles officiels.

Par exemple, le Procureur Général du Tribunal des Comptes de l'Union (TCU), Lucas Furtado, s'est plaint de l'absence de critères objectifs pour la sélection des ONGs qui reçoivent de l'argent public :

"Quand vous allez vérifier différents points pour un accord, il n'y a pas de critères établis par une procédure à suivre. Et le grand problème est que, ces dernières années, le volume de ressources transférées aux ONGs a augmenté.

Pour s'inscrire dans le registre public, une ONG doit expliquer au Tribunal des Comptes les actions qu'elle réalisera et "les noms et qualifications de ses administrateurs et représentants ainsi que toute autre information jugée pertinente pour l'évaluation de ses objectifs."

De plus, les activités des entreprises étrangères sur le territoire national exigent désormais une autorisation préalable du Forum de Justice.

De manière similaire, des personnalités des communautés scientifiques, intellectuelles et entrepreneuriales n'ont cessé d'exprimer leurs fortes préoccupations concernant les activités des ONGs.

Par exemple, le géographe Aziz Ab'Saber de l'Institut des Études Avancées de l'Université de São Paulo (USP) considère "absurde" le lancement de partenariats public-privé par le Ministère de l'Environnement pour la gestion des zones de préservation :

"Ils veulent louer des forêts nationales à des ONGs étrangères pour 30, 60 ans. Les zones deviennent des fermes, et le jour où le pays sera en désaccord, la question sera portée devant une cour internationale.

En fait, c'est l'internationalisation des alentours des forêts nationales. Dans 60 ans, nous verrons ce qu'il restera, s'il reste quelque chose !"

La nécessité de superviser la question des ONGs, particulièrement celles qui travaillent avec des fonds publics, a déjà été discutée au Conseil Supérieur du Ministère Public de l'État de São Paulo, et des projets de loi sont en révision au Congrès National pour instaurer un niveau minimal de contrôle sur leurs activités.

Certains cas sont si graves que le gouvernement fédéral a décidé de créer un groupe de travail inter-ministériel (GTI) spécifiquement pour discuter de la question et proposer une solution. Cezar Alvarez, Sous-Secrétaire Général de la Présidence de la République, a été nommé rapporteur du GTI.

Dans une interview au "Jornal do Comercio", Alvarez a affirmé que moderniser les concepts et pratiques est l'une des premières étapes pour établir une nouvelle relation entre l'État et les ONGs et créer des mécanismes efficaces pour contrôler la dépense des fonds publics.

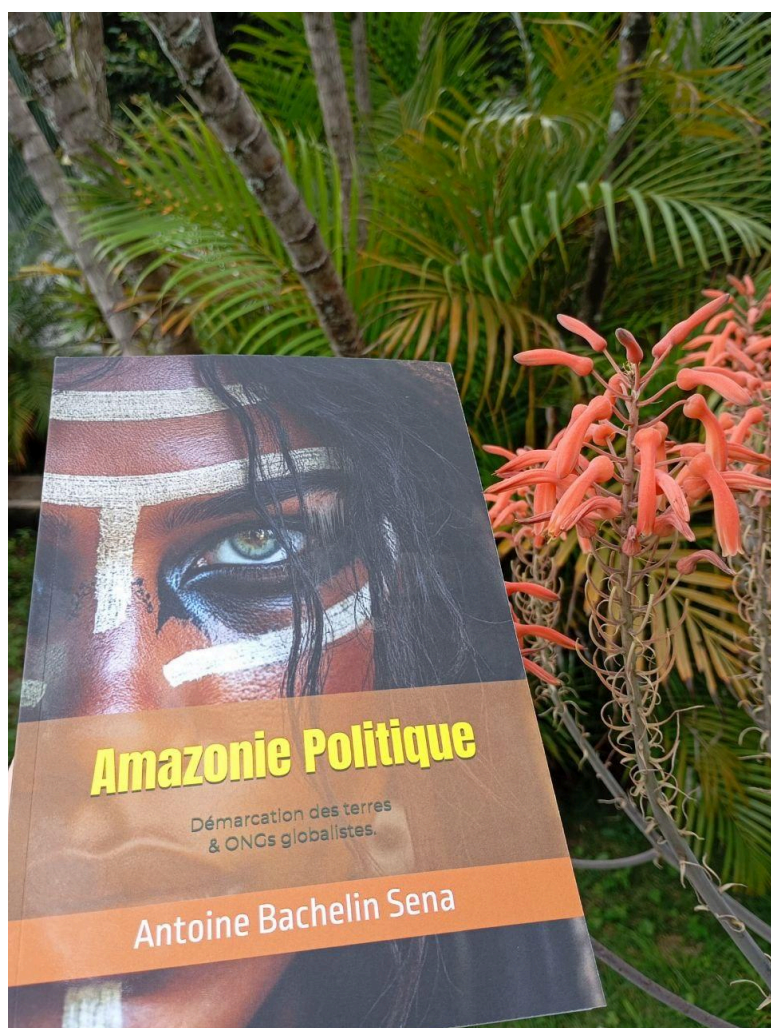
En plus de combler les lacunes législatives obsolètes, il est nécessaire d'éliminer des termes comme philanthropie et charité des procédures de partenariat public-privé et de traiter les énormes lacunes juridiques.

Il est nécessaire d'équiper le gouvernement d'instruments pour un partenariat de qualité. En même temps, le gouvernement a des responsabilités quant à la qualification de ce partenariat, la transparence des comptes et comment cela sera renouvelé.

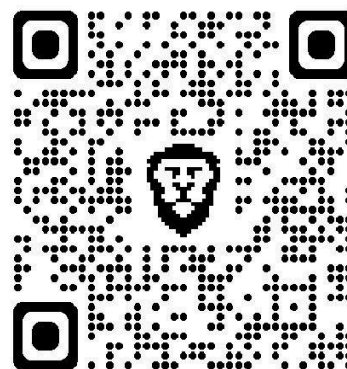
De même, le Tribunal des Comptes de l'Union (TCU) a révélé plusieurs irrégularités dans le transfert d'argent public aux ONGs. Un facteur est l'absence de critères législatifs objectifs pour la sélection des ONGs pour recevoir de l'argent public, ce qui doit être corrigé pour les obliger à rendre des comptes à la société.

**Lien vers le livre "Amazonie Politique :
délimitation des terres et ONGs globalistes".**

[Procurez-vous le livre : "Amazonie Politique: délimitation des terres et ONGs globalistes."](https://amzn.eu/d/30AuBh7)



[https://amzn.eu/d/
/30AuBh7](https://amzn.eu/d/30AuBh7)



Présentation de l'auteur Antoine Bachelin Sena.



Antoine Bachelin Sena est un entrepreneur (cofondateur avec son épouse brésilienne du service de buffet Mister Feijoada), auteur et journaliste indépendant. Antoine Bachelin Sena partage ses réflexions sur divers sujets, y compris politiques et sociaux, sur www.antoinebachelinsena.com

Son contenu, qu'il s'agisse d'articles, de vidéos ou de livres, est une critique de la désinformation par les médias globalistes corrompus, mais aussi une profonde interrogation philosophique sur les dynamiques de pouvoir et de contrôle dans la société contemporaine.

Ses écrits et vidéos sont une invitation à se libérer des narratifs imposés, pour redécouvrir une forme de liberté intérieure où l'individu n'est plus un pion dans le jeu de la tyrannie collective.

Antoine Bachelin Sena défend une forme de souveraineté personnelle, où s'écouter soi-même devient un acte de rébellion contre les forces cherchant à homogénéiser les pensées et les comportements.

Antoine ne se contente pas de critiquer ; il offre une vision iconoclaste, une invitation à la rébellion intellectuelle et à l'authenticité personnelle dans un monde où la pression sociale et les médias tentent de façonner nos pensées et nos actions.

Sa présence en ligne, ses articles et ses livres révèlent un homme engagé dans la ré-information, cherchant à éduquer et à éveiller les consciences.

[x.com\antoinebachelin](https://x.com/antoinebachelin)